



L'Égalité Economique et Sociale

Feuille mensuelle de l'union locale lyonnaise de la
Coordination des Groupes Anarchistes

Face au racisme et à la xénophobie d'État : La solidarité de classe, pas l'hypocrisie républicaine

Une surenchère répressive et raciste :

La période estivale a été l'occasion d'une nouvelle surenchère répressive et raciste de l'État, prenant prétexte des révoltes populaires de Grenoble et Saint Aignan.

L'État joue la carte nationaliste et répressive pour diviser les classes populaires et dévier l'attention de l'offensive de la bourgeoisie, dans un contexte de crise capitaliste, visant à appauvrir les travailleuses et les travailleurs pour préserver et accroître son profit. Cette tactique s'inscrit également dans un conflit interne à la bourgeoisie, où il est question pour le gouvernement de faire oublier l'affaire Bétencourt qui illustre un peu trop visiblement les liens unissant bourgeoisie et État.

Une histoire qui ne date pas d'aujourd'hui :

La recette est éprouvée depuis la III^{ème} république, devenant la marque de fabrique du racisme républicain : désigner l'ennemi intérieur, en s'attaquant aux travailleurs et travailleuses des minorités nationales (Roms, arabes, noirs, juifs, que l'idéologie nationaliste désigne comme minorité exogène, les excluant du « corps national »...) et étrangers. C'est la politique forgée par la Bourgeoisie et les courants nationalistes pour combattre le mouvement ouvrier (après que les fondateurs versaillais de la III^{ème} république aient écrasé la commune) depuis les années 1870. A cela s'ajoute l'héritage du racisme colonial de cette même « république » que certains nous présentent comme un symbole refuge face au racisme d'État.

Libéralisation de la parole raciste et stratégie de division :

Les discours racistes et xénophobes du gouvernement représentent un pas supplémentaire dans la libération de la parole raciste et dans la stratégie de division par désignation d'un bouc émissaire.

Au delà des discours, cette offensive s'est traduit par :

- * - une politique d'expulsion massive de campements,
- * - une politique d'expulsions massive du territoire,
- * - une politique de restriction des conditions de séjour (loi Besson),
- * - ainsi que par les velléités de retrait de la nationalité aux personnes naturalisées.

Dans les quartiers populaires, cela s'est traduit également par un renforcement de la présence et de l'agressivité policière, et de lourdes condamnations au faciès.

Mais s'il nous faut nous opposer à cette surenchère, en organisant la solidarité face à la répression et au racisme d'État, il ne faut pas non plus oublier que cette politique répressive et raciste ne date pas d'aujourd'hui. Que les municipalités et les partis politiques de gauche participent également activement depuis des années à sa mise en œuvre :

- * - vote des demandes d'expulsions de campement de Roms et de Gens du voyage lors des conseils municipaux
- * - recours à la force publique,
- * - mise en place à l'échelle nationale et européenne des politiques de répression de la liberté de circulation et d'installation,
- * - adhésion sur le fond au discours répressif,
- * - mépris de leur propre légalité lorsqu'ils n'appliquent pas la loi Besson sur les aires d'accueil.

En se posant en gestionnaires de l'État et du capitalisme, les courants politiques de gauche qui font mine de s'émouvoir de la politique actuelle, ont depuis des années apporté leur pierre à l'édifice d'une république raciste et xénophobe.

L'hypocrisie consiste ensuite à s'émouvoir lorsque le discours nationaliste tire profit de ce consensus idéologique puant autour de l'idée de « nation », en le traduisant en acte.

A cette mystification de la « nation » que la bourgeoisie et l'État brandissent pour nous faire croire que leurs intérêts sont les nôtres, nous opposons la solidarité de classe, la lutte commune contre les politiques racistes et xénophobes.

Face à l'État et à la bourgeoisie, nous opposons la nécessité de construire collectivement une société égalitaire, libertaire, en rupture avec le capitalisme, le nationalisme et l'État. Une société fondée sur la gestion de la société par l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.

Septembre
2010

L'Égalité
Economique

et Sociale est une
feuille éditée tous les
mois par le groupe
Kronstadt fédéré au sein de
la CGA. On y trouve les
annonces des activités et
manifestations que nous
organisons ainsi que des
textes d'analyses et les
nouveautés de la librairie La
Plume Noire.

CGA COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES

www.c-g-a.org

**Pour être tenu-e informé-e
des activités de la CGA sur
Lyon abonnez-vous à l'Égalité
Economique et Sociale**

Feuille mensuelle 4 pages

10 € pour 10 numéros

Chèque à libeller aux

initiales "FA" à : la Plume Noire

6, rue Burdeau - Lyon 01

**Vous pouvez aussi recevoir
gratuitement cette feuille par
internet en vous inscrivant sur :**
[https://lists.aktivix.org/mailman/
listinfo/cga-lyon-public](https://lists.aktivix.org/mailman/listinfo/cga-lyon-public)

**les articles sont en ligne sur le
media alternatif lyonnais :**
<http://rebellyon.info/ees>

**Vous pouvez
rencontrer les militant-
e-s de la CGA pendant
les permanences du
groupe et de la librairie
La Plume Noire le
samedi de 15h à 19h au
6 rue Burdeau
Lyon 01**

www.laplumenoire.org

IDÉES NOIRES
l'émission de la CGA-Lyon
tous les mercredis
de 20h à 21h sur
Radio Canut 102.2 Mhz
ou sur www.regardeavue.com/radiocanut



CE QUE NOUS FAISONS



Samedi 9 octobre à 17h00

au 6 rue Burdeau - lyon 01

Pot de rentrée de la Plume Noire

La Plume Noire fait son pot de rentrée dans un nouveau (mais temporaire) local au 6 rue Burdeau, non loin de l'ancien, toujours dans le 1er arrondissement. C'est l'occasion de rencontrer les militant-e-s de la CGA autour d'un verre et de discuter des luttes et projets à venir ou en cours...

Samedi 25 septembre à 14h00

Manifestation contre le projet de loi Besson

Place des Terreaux - lyon

Le groupe lyonnais de la CGA sera présent à la manifestation avec un cortège et appelle donc à se mobiliser contre le projet de loi Besson et les politiques et discours xénophobes de l'Etat en général.



EN BREF :



En grève !

Le personnel des hospices civils est en grève depuis début juillet à l'hôpital de la Croix rousse et depuis le 1er septembre sur tous les établissements des Hospices Civils de Lyon.

La direction des Hospices essaie par tous les moyens de faire des économies et après des suppressions de poste dans de nombreux services, c'est aux salaires qu'elle s'attaque.

La prime de transport pour l'ensemble des personnes, la prime de nuit, prime d'urgence, prime d'éloignement, et les indemnités d'astreinte, tout va disparaître...

C'est une perte importante pour le personnel (entre 200 et 500 euros par mois!) quand on sait que les salaires des infirmières ou des aides soignants sont simplement ridicules sans ces primes...

Des conditions de travail dégradées et des salaires diminués, le service public de la santé est une nouvelle fois attaqué. Pour un service public de qualité, c'est au contraire une augmentation de salaire qu'il faut réclamer pour tous le personnel de jour comme de nuit.



Un rassemblement est prévu le 23 septembre, à la fin de la manif sur les retraites, quai des Celestins, pour faire plier la direction.

Loppsi : la guerre sociale continue ...

Les deux chambres examinent en ce moment le projet de loi gouvernemental intitulé loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (loppsi). Un paquet de lois qui poursuit la politique sécuritaire et antisociale de l'Etat sur de nombreux thèmes (cybercriminalité, vidéosurveillance, renseignements, etc.). Soucieux de protéger le droit de propriété, la bourgeoisie attaque une nouvelle fois les classes populaires, en se donnant des nouveaux moyens juridiques pour expulser tous les habitants illégaux de terrains (camps illégaux, habitants de bidon-ville, etc.). L'article 32 ter A donne au préfet le droit de mettre en demeure les occupants de quitter les lieux sous 48 heures sous peine de devoir verser une amende de 3750 euros, passé ce délai, il peut ordonner l'évacuation par les forces de l'ordre, sans passer par une déviation de justice. L'amendement 404 visant les squatteurs-ses a été retiré en première lecture au sénat, ainsi que l'amendement 82 qui renforçait la criminalisation des occupants ; le jonglage législatif n'est cependant pas fini...

Retraite : c'est un peu plus de nos vies qu'ils nous volent !

La casse actuelle des retraites est une étape supplémentaire dans l'offensive que mène la bourgeoisie pour s'approprier une part toujours plus importante des richesses que nous produisons, une part toujours plus importante de nos vies, nous réduisant à l'état de marchandise. La bourgeoisie s'approprie chaque jour une part de notre vie, mais aussi des richesses que nous produisons. Le rapport salarial est un rapport d'exploitation, le vol légal d'une partie de la richesse sociale créée par les travailleuses et les travailleurs. Ce que le système capitaliste appelle le profit, qu'il légitime au nom de la propriété privée, c'est un racket organisé de notre travail, de notre temps de vie, de nos corps.

Accidents du travail, maladies professionnelles, nos corps s'usent au quotidien dans le travail salarié !

Les luttes ouvrières et les luttes populaires ont permis, par le rapport de force, de faire reculer la précarité capitaliste, en arrachant au patronat et aux actionnaires une partie de ce qu'ils nous volent. C'est ce que n'a jamais accepté la bourgeoisie, qui n'a eu de cesse de vouloir se réapproprier cette partie des richesses socialisées dans la sécurité sociale.

L'Etat au coeur de l'offensive bourgeoise contre les retraites

Pour cela, elle a trouvé un allié dans l'Etat, qui s'en est d'abord pris à la gestion ouvrière des caisses maladies et retraites, installé la cogestion, puis l'étatisation, pour ensuite liquider progressivement cet embryon de socialisation qu'est le système de répartition. A l'aide des exonérations de cotisation patronales, l'Etat a créé artificiellement un trou, comme les capitalistes savent organiser artificiellement la faillite des boîtes dont ils souhaitent se débarrasser. En organisant le déficit, il a pu ainsi s'attaquer au système de retraite, d'abord en substituant au financement patronal un financement par les salariés (par les cotisations sociales et les impôts), puis en diminuant les pensions, notamment au moyen de l'augmentation des annuités et de l'âge de départ à taux plein. Il utilise également le report de l'âge de départ pour accentuer la durée d'exploitation des individus.

Les responsabilités de la gauche

Cette politique de démolition a été amorcée par la gauche avec le livre Blanc sur les retraites du gouvernement Rocard, en 1991, puis poursuivi par la droite en plusieurs étapes. L'alternance politique a permis de rythmer cette démolition en fonction de l'intensité de la résistance sociale, tout en faisant croire à un consensus politique autour du prétendu « problème démographique » qui rendrait selon les politiciens la réforme inévitable. La gauche s'est faite comme la droite le relais des intérêts de la bourgeoisie, le prétexte démographique présentant le rapport capitaliste d'exploitation comme indépassable, et évitant soigneusement de poser la question de l'appropriation des richesses par le patronat, considérée comme légitime et indépassable.

Un vol organisé pourtant considéré comme légal par l'Etat et le capitalisme

Il est possible pour toutes et tous de travailler moins longtemps, moins péniblement et de vivre mieux : mais pour cela, il faut refuser l'idée que le profit est légitime et remettre en cause le système capitaliste et l'Etat. Il faut taper dans les caisses du patronat. Car ce n'est pas parce qu'il est légal que ce racket organisé par la classe bourgeoise et l'Etat est légitime et acceptable. C'est en affirmant le refus d'accepter un ordre social capitaliste fondé sur l'exploitation que le mouvement ouvrier a pu arracher au patronat et aux actionnaires une partie des richesses qu'ils s'approprient (augmentation des salaires, baisse du temps de travail, sécu), alors même qu'elles sont créées par les travailleuses et travailleurs. Dans cet esprit, nous devons nous battre contre la casse des retraites parce que nous refusons que le fruit de notre travail soit approprié toujours plus par la bourgeoisie. Parce que nous refusons que notre vie nous soit toujours plus volée pour le profit de la classe capitaliste.

Cela suppose de construire un rapport de force face à la bourgeoisie et au patronat, par l'extension et la généralisation de la grève, en bloquant la production et les échanges, en tapant là où ça fait mal, en affirmant qu'une alternative à l'exploitation capitaliste et à la domination étatique est possible. Parce que nous savons que tant que subsistera le système capitaliste et étatique, ce que la bourgeoisie nous concède d'une main devant la lutte, elle tentera de la reprendre de l'autre dès que possible : c'est ce que montrent les attaques incessantes contre nos conditions de vies et de travail, contre tout ce qui a été arraché de haute lutte à la bourgeoisie.

Comment gagner ? Des propositions libertaires :

- * En construisant un mouvement de grève interprofessionnel, dans la durée, qui stoppe la production et la distribution et donc agisse directement sur l'Etat et le patronat. Les journées de grève de 24 heures sont à cet égard inefficace : les exemples de la Guadeloupe, de novembre-décembre 95, de 1968 et de bien d'autres luttes nous le démontrent.
- * Pour cela, il faut nous organiser par nous mêmes, car les bureaucraties syndicales font tout pour garder les luttes sous contrôle, en isolant les secteurs professionnels, les boîtes entre elles... Dans nos sections syndicales, sur nos lieux de travail, il nous faut discuter avec nos collègues, organiser la grève au moyens d'assemblées générales, du mandatement contrôlable et révocable
- * C'est en militant toutes et tous pour la grève, et non pas en déléguant à des représentant ou des permanents, que nous pourrons l'élargir.
- * Pour étendre la grève, il nous faut sortir de nos services, nos ateliers, nos lieux de travail, aller dans les boîtes alentours pour discuter avec les autres travailleuses et travailleurs, et essayer de les convaincre de rejoindre le mouvement
- * Pour faire durer la grève, il faut organiser la solidarité financière : collectes, caisses de grève, solidarité avec nos collègues les plus précaires.
- * Pour rendre la grève efficace, il faut bloquer collectivement la production (par exemple au moyen de piquets de grève...), mais aussi le transport des marchandises. Cela suppose de s'organiser collectivement pour minimiser les possibilités de répression.

Notre Projet

Le seul moyen de pouvoir dépasser cette situation d'exploitation, d'appauvrissement et d'aliénation que nous subissons, est de développer la solidarité et l'entraide dans les luttes et dans nos quotidiens en vue d'une société fondée sur l'égalité économique et sociale et la liberté.

Contrairement aux idées reçues, l'anarchisme n'est pas une désorganisation destructrice et chaotique de la société, mais au contraire sa réorganisation sur la base de la démocratie directe et du fédéralisme, pour sortir de l'impasse du capitalisme et de l'état et de toutes les formes d'exploitation,. Nous défendons la perspective d'une société gérée directement par les travailleuses et les travailleurs, fondée sur la propriété commune des moyens de production, afin d'éviter toute appropriation du pouvoir, des richesses et de nos vies par une minorité dominante.

Pour ce faire nous proposons une organisation autogestionnaire généralisée, fédéraliste, fondée sur une appropriation par toutes et tous et une mise en commun des moyens de productions et des richesses que nous produisons sans hiérarchie et de façon égalitaire. Des assemblées générales dans les quartiers, les communes et les entreprises, qui désignent des personnes porteuses d'un mandat précis, contrôlé et révocable, de l'échelle locale à l'échelle internationale. C'est ce que nous appelons le communisme libertaire.

